

Août 2011

« Le chaînon manquant, c'est la coopération »

Père de l'Union monétaire, l'ancien président de la Commission de Bruxelles analyse la crise de la zone euro. Et celui qui conseille aujourd'hui sa fille, Martine Aubry, propose des pistes.

Pourquoi l'Europe est-elle en crise ?

► Le problème est connu : l'Union monétaire s'est faite, mais la coordination économique n'a pas suivi. En 1989, le « rapport Delors » – il faut bien l'appeler ainsi – était pourtant consacré pour deux tiers à l'économie et pour un tiers à la monnaie. Et, en 1997, j'avais proposé à nos dirigeants un pacte de coordination des politiques économiques. J'avais veillé à ne pas l'appeler gouvernement économique, pour ne pas heurter nos amis allemands. Mais mon appel n'a pas été entendu par le gouvernement français de l'époque. C'est là que se situe le chaînon manquant, la coopération.

N'y a-t-il pas aussi une responsabilité de l'actuel couple franco-allemand ?

► Certainement. A chaque étape de l'intégration européenne, les dirigeants allemands, Adenauer, Schmidt ou Kohl, ont fait, non sans contrepartie, des concessions parce qu'ils avaient une vision de l'Europe. Or cette vision fait défaut à Angela Merkel. Elle s'est aussi montrée très hésitante, car trop sensible aux moindres variations de son opinion publique.

Et la France ?

► Elle tente d'éviter que Berlin ne devienne l'unique interlocuteur de la zone euro. Les interventions médiatiques de Jacques Delors - 2011



quitte le navire. Mais l'ego surdimensionné de Nicolas Sarkozy constitue un handicap. Par ailleurs, force est de constater que l'Europe n'est plus un projet mobilisateur pour les Français. Plus généralement, je suis frappé par la cacophonie des déclarations au niveau européen. Regardez le dernier plan de sauvetage de la Grèce : le 21 juillet, les dirigeants des 17 pays de la zone euro ont pondu un œuf. Et puis, ils se sont donné rendez-vous cet automne, sans préciser davantage les modalités d'application. Entre-temps, les investisseurs, évidemment, se posent des questions...

Comment en sortir ?

► Il faut veiller à bien hiérarchiser les problèmes. Aujourd'hui, nous sommes au bord du gouffre : promettre aux marchés de grandes avancées institutionnelles, que l'on sait parfaitement irréalisables, c'est se tirer une balle dans le pied. Les modèles économiques des pays de l'Union sont à l'heure actuelle trop différents pour qu'une véritable riposte soit envisageable en la

CRITIQUE

Delors l'Européen porte un jugement sévère sur Angela Merkel et Nicolas Sarkozy.

« On ne peut imposer le modèle allemand à tous les Etats membres. Ce n'est pas réaliste »

matière. De même, la proposition de créer un ministre des Finances européen n'a pas de sens, si ce n'est pour sauver la face. On a bien vu que la création d'un ministre des Affaires étrangères n'avait rien changé.

Alors que faire ?

► Dans l'immédiat, on peut avancer vers une mutualisation partielle et temporaire des dettes, par exemple en créant une caisse d'amortissement européenne, qui servirait à venir au secours de tous les pays, et en premier lieu des plus fortement touchés. Je pense aussi à la proposition de l'économiste Jacques Delpla de séparer dette bleue (constituée des premiers 60 % de PIB de chaque pays et garantie par les institutions communautaires) et dette rouge (au-delà), afin d'aider les Etats dans leur travail de consolidation.

Et à moyen terme ?

► L'idée du semestre européen [NDLR : un cycle de coordination des politiques économiques et de surveillance des déséquilibres budgétaires, qui commencera l'année prochaine] me paraît trop complexe. Surtout, elle ne tient pas suffisamment compte des spécificités nationales : en fait, chaque pays a ses forces et ses faiblesses, on ne peut imposer le modèle allemand à tous les Etats membres. Ce n'est pas réaliste. La solution est de revenir à l'esprit de la coopération. Cela signifie remettre l'Union sur ses deux jambes : l'économique et le monétaire. C'est d'abord affaire de volonté politique. ● PROPOS RECUEILLIS PAR

BENJAMIN MASSE-STAMBERGER

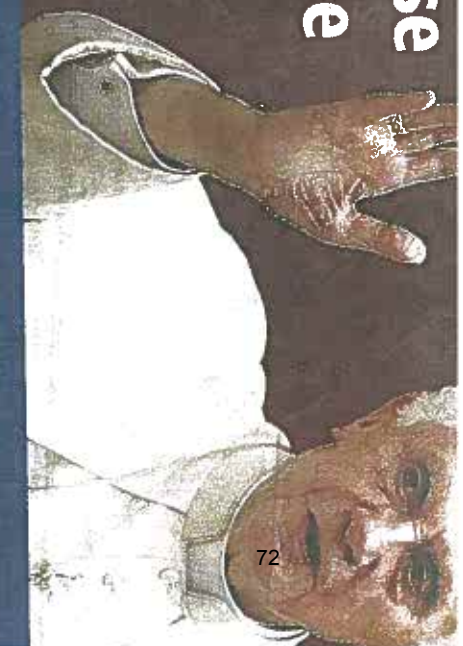


« Scinder BHV ?
Voici mes
conditions »

P. 4

L'Eglise en crise
à la reconquête
des jeunes

P. 2 & 3



lesoir.be

THE SOIR

lesoirimmc
Quand le gîte rural
devient une affaire de pro:

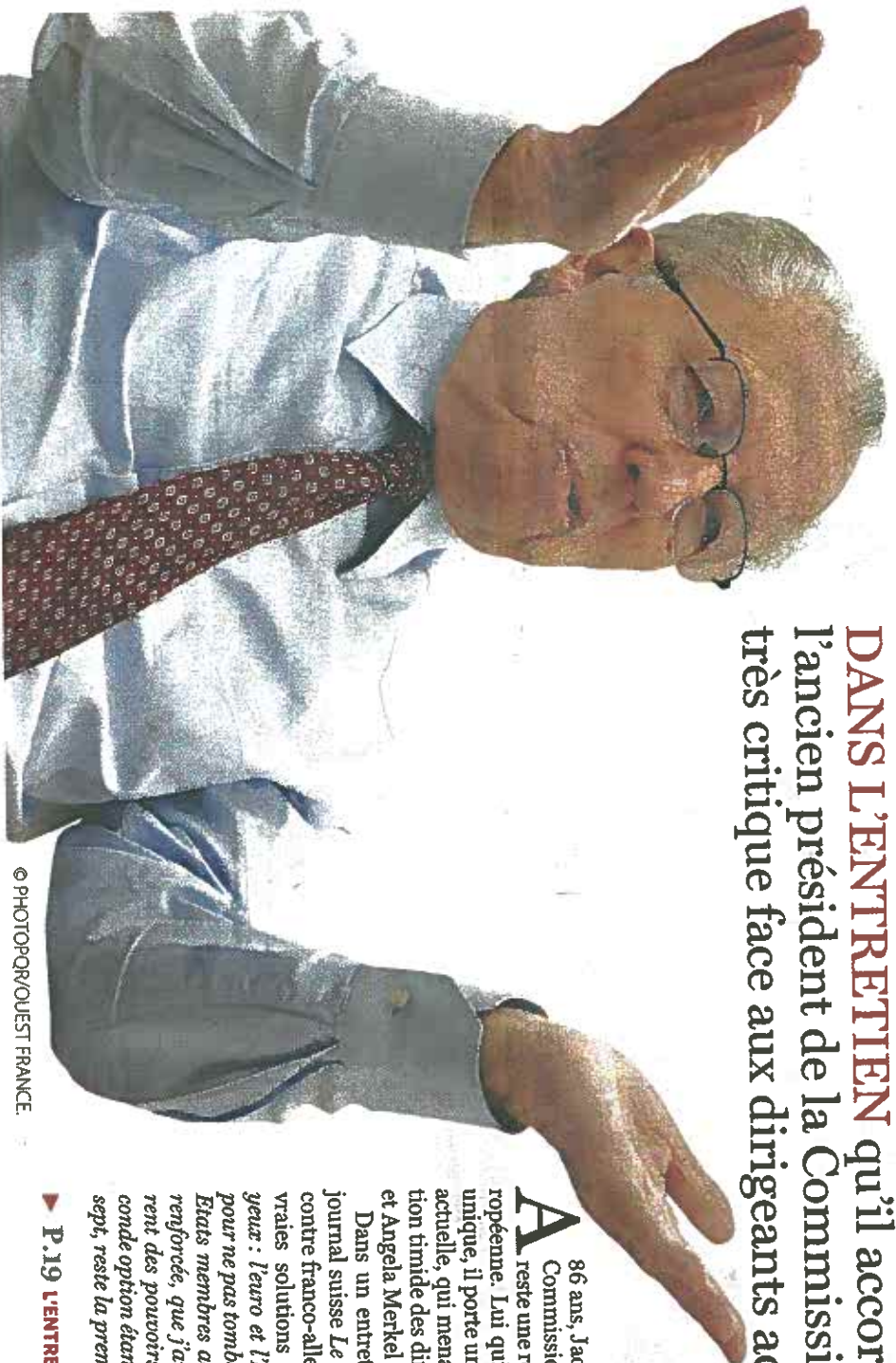
Le « Robin
des Bois »
du niqab fait
son show



P. 8 Société

Un homme d'affaires
français, candidat aux
présidentielles, est ve-
nu payer à Saint-Josse
l'amende de 100 euros
adressée à deux jeu-
nes filles portant le voi-
le intégral. L'une d'el-
les explique son par-
cours au « Soir ».

Delors : « L'Europe est au bord du gouffre »



© PHOTOGRAPHIE FRANCE

DANS L'ENTRETIEN qu'il accorde au « Soir »
l'ancien président de la Commission se montre
très critique face aux dirigeants actuels.

86 ans, Jacques Delors, ancien président
Commission européenne, entre 1985 et
1992, reste une référence importante sur la scèn
européenne. Lui qui fut l'un des initiateurs du m
unique, il porte un regard très critique sur la situ
actuelle, qui menace l'euro et l'Europe, et sur la
tion timide des dirigeants politiques, Nicolas Sa
et Angela Merkel en tête.

Dans un entretien exclusif accordé au *Soir*
journal suisse *Le Temps*, il nous explique que l
contre franco-allemande de mardi n'a pas appo
vraies solutions à la crise actuelle. « *Quatre*
jeux : l'euro et l'Europe sont au bord du gouf
pour ne pas tomber, le choix me paraît simple :
Etats membres acceptent la coopération écono
renforcée, que j'ai toujours réclamée, soit ils tr
vent des pouvoirs supplémentaires à l'Union.
conde option étant refusée par une majorité des
seps, reste la première... » ■

► P. 19 L'ENTRETIEN

Congo :
quel rival
pour Kabila ?

► P. 2 L'ÉDITO

JEU DE L'ÉTÉ	18
CINÉMAS	20
BOURSES & MARCHÉS	23-24
NÉCROLOGIE & ANNONCES	26
BONS A DÉCOUPER	33
BÉBÉ, JEUX & HOROSCOPE	37
TÉLÉVISION & LOTERIE	38-39
MÉTÉO & PETITE GAZETTE	40

Franzen, la star
de la littérature
américaine

► P. 2 L'ÉDITO

► P. 2 L'ÉDITO

Polytechnique :
l'examen d'entrée
supprimé ?

quelques semaines de la
rentrée universitaire, le
débat revient sur la ta-
ble : l'examen d'entrée en poly-
technique va-t-il disparaître ou
pas ?

Ecolo rappelle au ministre
Marcourt (PS) que la suppres-
sion était évoquée noir sur blanc

► P. 5 NOS INFORMATIONS



© DR

à la littérature en couverture de
l'hebdomadaire témoigne du dé-
clin culturel des Etats-Unis.
D'autant que les choix sem-
blent effectués davantage en fonc-
tion du succès public que de la
qualité. ■

Derniers jours
-20%
sur tous les verr
PEA



3 3

Le chanteur de U2. Bono, possède un paquet d'actions du réseau social virtuel Facebook qui vaut aujourd'hui un milliard de dollars. Le leader du groupe de rock irlandais a vu son investissement presque quintupler depuis novembre 2009.



JEUX

Interview du patron de la filiale belge du groupe de casinos Partouche. P.22

BRASSERIE
SABMiller, n° 2 mondial de la bière, lance une OPA hostile sur l'australien Foster's. P.23

Europe / Interview exclusive de Jacques Delors, ancien président de la Commissio

« L'euro comme l'Europe sont au bord du gouffre »

ENTRETIEN

Angela Merkel et Nicolas Sarkozy peuvent revoir leur copie : pour l'ancien président de la Commission européenne (1985-1994) qui initia le marché unique (1), la chancelière Allemande et le président Français ont continué, mardi à Paris, de formuler des réponses floues et insuffisantes aux questions posées par la crise.

Alors qu'un sursaut immédiat de coopération, notamment sous la forme d'une mutualisation partielle des dettes souveraines au sein de l'UE, est indispensable pour ramener le calme et la confiance des marchés.

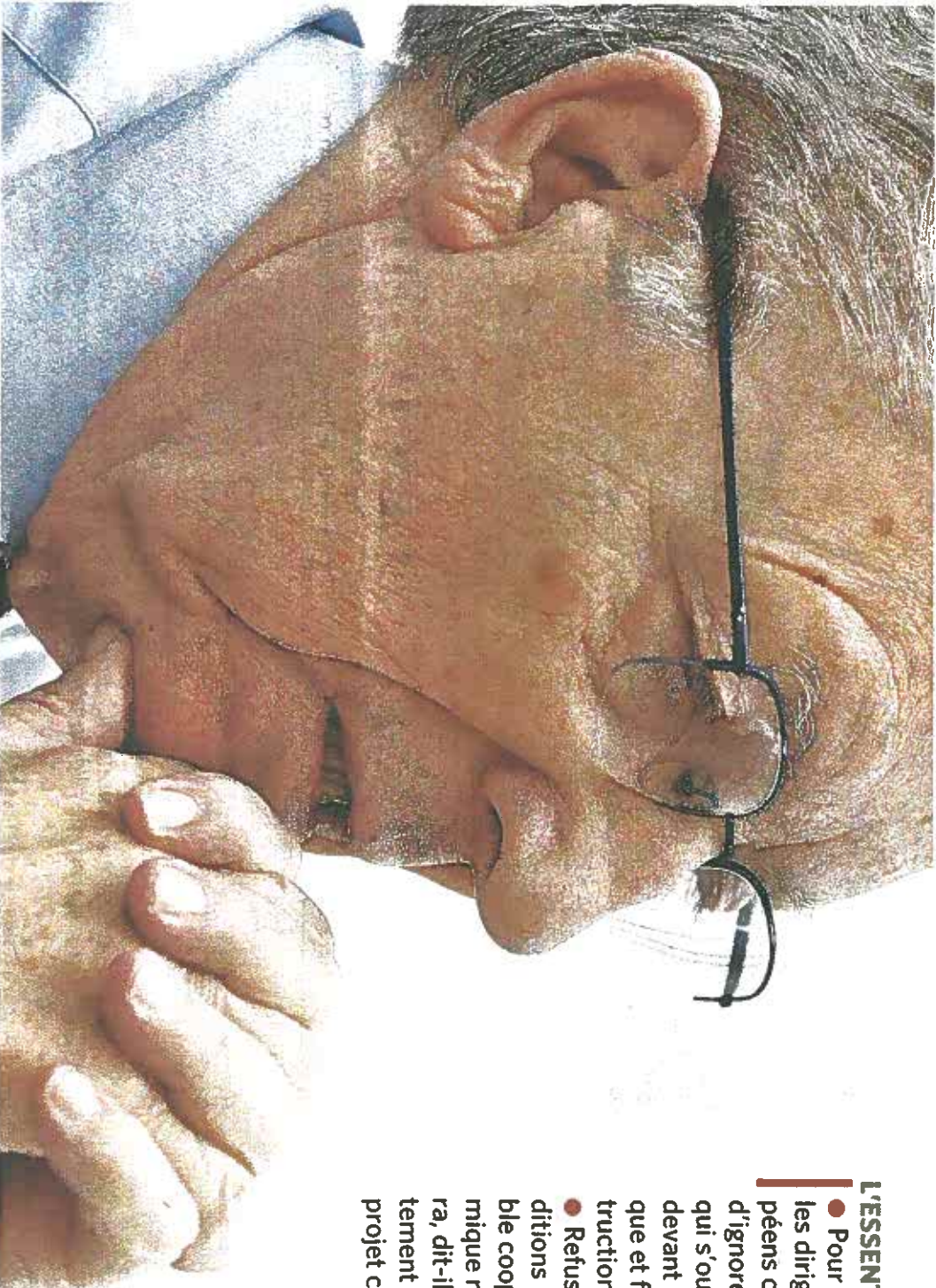
Croyez-vous au futur « gouvernement économique » de la zone euro proposé mardi à Paris par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ?

De quoi parle-t-on ? D'un engagement général ? D'un nouveau dispositif intergouvernemental destiné à afficher un minimum de coopération et à limiter tout transfert implicite de souveraineté ? Tel quel, cela ne servira à rien. Le dialogue franco-allemand se poursuit et je m'en réjouis mais madame Merkel, une fois encore, n'a fait aucune concession sur le fond. L'autre idée en vogue, celle d'un ministre des Finances de la zone euro, est du même acabit : c'est un gadget farfelu. La diplomatie européenne fonctionne-t-elle mieux depuis la création, par le Traité de Lisbonne, d'un pseudo-« ministre des Affaires étrangères de l'UE » ? Ouvrons les yeux : l'euro et l'Europe sont au bord du gouffre. Et pour ne pas tomber, le choix me paraît simple : soit les États membres acceptent la coopération économique renforcée que j'ai toujours réclamée, soit ils transfèrent des pouvoirs supplémentaires à l'Union. La seconde option étant refusée par une majorité des Vingt-sept, reste la première...

Renforcer cette coopération, cela veut dire prendre d'urgence des décisions ?
Oui, en mutualisant partiellement les dettes des États jusqu'à hauteur de 60 % de leur produit intérieur brut, le seuil conforme au Traité de Maastricht. Cela doit se faire au niveau des dix-sept pays dotés de la monnaie unique. Les États concernés seraient ainsi couverts par une garantie partielle de l'Union écono-

Je le redis : la responsabilité de cette crise est collective. Et il faut donc, pour en sortir, une volonté tenace. »

mique et monétaire, avec pour conséquence automatique de tirer les taux d'intérêt vers le bas. J'ai toujours dit que le succès de l'Europe, sur le plan économique, repose sur un triangle : la compétition qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit. Il faut passer à l'acte. Car si on ne le fait pas, les marches continueront de douter. Je dénonce les rumeurs qui agitent les Bourges, mais j'ai toujours été pragmatique. Or, depuis le début de la crise, les dirigeants européens sont passés à côté des réalités. Comment peuvent-ils penser que les marchés vont croire aux promes-



Que répondez-vous aux partisans de l'option inverse : une restructuration durable de la dette grecque et une éventuelle sortie des pays les plus vulnérables de la zone euro ?

Qui est coupable ? La Grèce toute seule ? Non. Ce serait trop simple. La responsabilité incombe aux ministres des Finances de l'eurozone, qui n'ont pas demandé des comptes aux autorités d'Athènes ou exigé des audits statistiques renforcés. Pourquoi a-t-on laissé l'Espagne accroître son endettement privé ou l'Irlande favoriser indûment ses banques ? Des mesures auraient dû être prises et elles ne l'ont pas été, tandis que parallèlement, les institutions communautaires, à commencer par la Commission européenne, ont été de plus en plus affaiblies. Sortir la Grèce de l'euro aurait, dans ce contexte de dysfonctionnement généralisé, miné encore plus la monnaie unique. Quand aux partisans, dans les pays les plus touchés, d'un retour à la monnaie nationale synonyme d'inflation et de dévaluation, je comprends leur position et leur espoir d'une compétitivité retrouvée.

Mais qui peut prédire que la drachme grecque retrouvera un bon équilibre ? Le succès connotant que l'appauvrissement généralisé, qui résultera d'une sortie de la monnaie unique, sera supérieur aux avantages de celle-ci. J'y ajoute enfin une affirmation politique : l'euro est une

D'autres propositions sont sur la table : le renforcement de la capacité d'emprunt du Fonds de stabilité financière, ou la création d'euro-obligations...

Le Fonds de stabilité, qui deviendra permanent en 2013, est une bonne chose ; et je plaide par ailleurs fortement pour le lancement séparé d'euro-obligations pour financer uniquement des projets porteurs d'avenir. Imaginez ce qu'un grand emprunt de 20 milliards d'euros consacré à l'innovation pourrait apporter comme stimulation à l'UE ? Mais nous sommes, une fois encore, aujourd'hui au bord du gouffre. Il faut des pompes à incendie, puis des architectes pour reconstruire. La mutualisation partielle des dettes, c'est la pompe pour étendre le feu et redonner un sens à la coopération communautaire. Les États membres, si- mulanément, doivent lever leurs dernières objections aux six projets de directives sur la gouvernance économique, dont le Parlement européen a logiquement durci le contenu pour rendre plus automatique les sanctions en cas de dépassement budgétaire.

Il n'empêche : les déçus de l'euro sont légion, les Allemands ne veulent plus payer, le défillement est perceptible. Il vous inquiète ?

Je le redis : la responsabilité de cette crise est collective. Et il faut donc, pour en sortir, une volonté tenace. Le risque actuel, c'est que les dix-sept pays membres de l'euro, sur lesquels toute l'attention se focalise, paralysent le projet européen. L'Europe a des défis immenses : ses futures relations avec les États-Unis ou avec

élargissement dans les Balkans, ses pourparlers avec la Turquie à laquelle j'ai toujours estimé qu'il ne fallait pas dire « un non sans appel ». On n'affronte pas une pareille situation avec des demi-mesures. Il faut aussi savoir, comme j'en avais la réputation, claquer la porte et dire « ça suffit » ! Les autres dirigeants européens, à commencer par le président de la Commission, doivent se battre pour ces coopérations renforcées concrètes, comme la mutualisation partielle des dettes, dont Angela Merkel ne veut pas et que Nicolas Sarkozy n'ose pas démentir. Il faut aussi, surtout, parler aux Allemands et les comprendre. J'ai me l'Allemagne. Son économie sociale de marché, le dynamisme mondialisé de ses PME, son régime parlementaire avancé, son fédéralisme qui impose, comme en Suisse, la subsidiarité et engendre une

LETRE À VAN ROMPUY
Couper les vivres aux pays indisciplinés
Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont proposé mercredi, de suspendre « les paiements issus des fonds structurels et de cohésion » pour les pays de la zone euro « qui ne se conforment pas aux recommandations de la procédure sur les déficits excessifs ».

« Ces changements devraient être intégrés au nouveau règlement des fonds structurels et de cohésion qui seront proposés pour le prochain cadre financier pluriannuel », à savoir à partir de

L'ESSENTIEL
● Pour Jacques Delors, les dirigeants européens continuent d'ignorer le précipice qui s'ouvre aujourd'hui devant la monnaie unique et face à la construction européenne.
● Refuser dans ces conditions une indispensable coopération économique renforcée ouvrira, dit-il, la voie au délitement implacable du projet communautaire.

JACQUES DELO
« Depuis le début la crise, les dirigeants européens sont passés à côté des réalités. »
© OUEST FRANCE
DANIEL FOURAY

Je ne peux pas écarter ce risque réel. On tentera alors de sauver la substituant à l'Union actuelle un espace de libre-échange. Nous aurons une grande Europe. Je sais bien disant cela, qu'on me répondra que les circonstances ont changé depuis part. Ce que je reconnais.

Ma période à Bruxelles fut plus fructueuse que celle à Paris. Ma période à Bruxelles fut plus fructueuse que celle à Paris. Ma période à Bruxelles fut plus fructueuse que celle à Paris.

Propos recueillis par RICHARD

«L’euro comme l’Europe sont au bord du gouffre»

> Union européenne Pour Jacques Delors, les dirigeants continuent d’ignorer le précipice qui menace la monnaie unique et la construction européenne. Menace de délitement

Richard Werly BRUXELLES

Angela Merkel et Nicolas Sarkozy peuvent revoir leur copie: pour l’ancien président de la Commission européenne (1985-1994) qui initia le marché unique, la chancelière allemande et le président français ont continué, mardi à Paris, de formuler des réponses floues et insuffisantes aux questions posées par la crise. Alors qu’un sursaut immédiat de coopération, notamment sous la forme d’une mutualisation partielle des dettes souveraines au sein de l’UE, est indispensable pour ramener le calme et la confiance des marchés.

Le Temps: Croyez-vous au futur «gouvernement économique» de la zone euro proposé par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy?
Jacques Delors: De quoi parle-t-on? D’un engagement général? D’un nouveau dispositif intergouvernemental destiné à afficher un minimum de coopération et à limiter tout transfert implicite de souveraineté? Tel quel, cela ne servira à rien. Le dialogue franco-allemand se poursuit et je m’en réjouis, mais Mme Merkel, une fois encore, n’a fait aucune concession sur le fond. L’autre idée en vogue, celle d’un ministre des Finances de la zone euro, est du même acabit: c’est un gadget farfelu. La diplomatie européenne fonctionne-t-elle mieux depuis la création, par le Traité de Lisbonne, d’un pseudo «ministre des affaires étrangères de l’UE»? Ouvrons les yeux: l’euro et l’Europe sont au bord du gouffre. Et pour ne pas tomber, le choix me paraît simple: soit les Etats membres acceptent la coopération économique renforcée que j’ai toujours réclamée, soit ils transfèrent des pouvoirs supplémentaires à l’Union. La seconde option étant refusée par une majorité des Vingt-Sept, reste la première.

– Renforcer cette coopération, cela veut dire prendre d’urgence des décisions?
– Oui, en mutualisant partiellement les dettes des Etats jusqu’à hauteur de 60% de leur produit intérieur brut, le seuil conforme au Traité de Maastricht. Cela doit se faire au niveau des 17 pays dotés de la monnaie unique. Les Etats concernés seraient ainsi couverts par une garantie partielle de l’Union économique et monétaire, avec pour conséquence automatique de tirer les taux d’intérêt vers le bas. J’ai toujours dit que le succès de l’Europe, sur le plan économique,

repose sur un triangle: la compétition qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit. Il faut passer à l’acte. Car si on ne le fait pas, les marchés continueront de douter. Je dénonce les rumeurs qui agitent les bourses, mais j’ai toujours été pragmatique. Or depuis le début de la crise, les dirigeants européens sont passés à côté des réalités. Comment peuvent-ils penser que les marchés vont croire aux promesses du sommet de la zone euro, le 21 juillet, s’il faut attendre la fin de septembre pour les transformer en actes?

– Que répondez-vous aux partisans de l’option inverse: une restructuration dure de la dette grecque et une éventuelle sortie des pays les plus vulnérables de la zone euro?
– Qui est coupable? La Grèce toute seule? Non. Ce serait trop simple. La responsabilité incombe aux ministres des Finances de l’eurozone, qui n’ont pas demandé des comptes aux autorités d’Athènes ou exigé des audits statistiques renforcés. Pourquoi a-t-on laissé l’Espagne accroître son endettement privé ou l’Irlande favoriser indûment ses banques? Des mesures auraient dû être prises et elles ne l’ont pas été, tandis que, parallèlement, les institutions communautaires, à commencer par la Commission européenne, ont été de plus en plus affaiblies. Sortir la Grèce de l’euro aurait, dans ce contexte de dysfonctionnement généralisé, miné encore plus la monnaie unique. Quant aux partisans, dans les pays les plus touchés, d’un retour à la monnaie nationale synonyme d’inflation et de dévaluation, je comprends leur position et leur espoir d’une compétitivité retrouvée. Mais qui peut prédire que la drachme grecque retrouvera un bon équilibre? Je suis convaincu que l’appauvrissement généralisé qui résultera d’une sortie de la monnaie unique sera supérieur aux avantages de celle-ci. J’y ajoute enfin une affirmation politique: l’euro est une aventure collective. Elle a été mal gérée, donc corrigeons. Mais continuons ensemble.

– D’autres propositions sont sur la table, tels le renforcement de la capacité d’emprunt du Fonds de stabilité financière, ou la création d’euro-obligations...
– Le Fonds de stabilité, qui deviendra permanent en 2013, est une bonne chose et je plaide par ailleurs fortement pour le lancement séparé d’euro-obligations

pour financer uniquement des projets porteurs d’avenir. Imaginez ce qu’un grand emprunt de 20 milliards d’euros consacré à l’innovation pourrait apporter comme stimulation à l’UE! Mais nous sommes, une fois encore, aujourd’hui au bord du gouffre. Il faut des pompes à incendie, puis des architectes pour reconstruire. La mutualisation partielle des dettes, c’est la pompe pour éteindre le feu et redonner un sens à la coopération communautaire. Les Etats membres, simultanément, doivent lever leurs dernières objections aux six projets de directives sur la gouvernance économique, dont le Parlement européen a logiquement durci le contenu pour rendre plus automatiques les sanctions en cas de dérapage budgétaire.

– Il n’empêche: les déçus de l’euro sont légion, les Allemands ne veulent plus payer. Le délitement est perceptible. Il vous inquiète?
– Je le redis: la responsabilité de



cette crise est collective. Et il faut donc, pour en sortir, une volonté tenace. Le risque actuel, c’est que les 17 pays membres de l’euro, sur lesquels toute l’attention se focalise, paralysent le projet européen. L’Europe a des défis immenses: ses futures relations avec les Etats-Unis ou avec la Russie, les négociations commerciales mondiales, la mise en œuvre d’un nouveau modèle de croissance «verte», son élargissement dans les Balkans, ses pourparlers avec la Turquie à laquelle j’ai toujours estimé qu’il ne fallait pas dire «un non sans appel». On n’affronte pas une pareille situation avec des demi-mesures. Il faut aussi savoir, comme j’en avais la réputation, claquer la porte et dire «ça suffit»! Les autres dirigeants européens, à commencer par le président de la Commission, doivent se battre pour ces coopérations renforcées concrètes, comme la mutualisation partielle des dettes, dont Angela Merkel ne veut pas et que Nicolas Sarkozy n’ose pas demander. Il faut aussi, surtout,

parler aux Allemands et les comprendre. J’aime l’Allemagne. Son économie sociale de marché, le dynamisme mondialisé de ses PME, son régime parlementaire avancé, son fédéralisme qui impose, comme en Suisse, la subsidiarité et engendre une démocratie «à portée de la main» sont des références. Mais ce n’est pas une raison pour refuser les concessions nécessaires pour continuer à vivre ensemble.

– Scénario du pire: votre appel n’est pas entendu. L’Europe tombe dans le gouffre?
– Je ne peux pas écarter ce risque. Il est réel. On tentera alors de sauver la face en substituant à l’Union actuelle un grand espace de libre-échange. Nous aurons un grand marché – avec des trous! – au lieu d’une grande Europe. Je sais bien sûr, en disant cela, qu’on me répondra que les circonstances ont changé depuis mon départ. Ce que je reconnais. Ma période à Bruxelles fut plus facile. Il n’y avait pas, comme aujourd’hui, cette montée

problématique de l’individualisme qui mine les aventures collectives, ce choc entre le local et le global qui alimente les peurs et les nationalismes étroits, ou cette dictature de l’instantané qui ne tient pas compte du temps politique nécessaire. D’accord. Mais qu’ai-je fait, sinon convaincre mes interlocuteurs Helmut Kohl, François Mitterrand ou Margaret Thatcher? Ma proposition, face au déclin européen, a été de proposer un marché unique pour stimuler les économies. Et ce fut une vraie relance pour la croissance et l’emploi. Il nous faut impérativement, pour éviter le gouffre, garder une vision géopolitique à l’horizon 2050, proposer un projet mobilisateur, et surtout vouloir une Europe forte et solidaire dans le monde.

>> Sur Internet
Les réponses de Jacques Delors liées à la Suisse
www.letemps.ch

Nouvelle Constitution et élections générales, les promesses du CNT

> Libye La rébellion définit les étapes vers un régime démocratique

Dans une nouvelle feuille de route pour l’après-Kadhafi, la rébellion a défini les étapes menant à une Libye démocratique. Baptisé «Déclaration constitutionnelle», le document de 37 articles a été diffusé en catimini ces derniers jours par le Conseil national de transition (CNT), l’organe politique de la rébellion à Benghazi. Il est une version étoffée et modifiée de la feuille de route présentée en mars par le CNT, et décrit les grandes étapes de la période de transition suivant une éventuelle chute du «Guide».

La «Déclaration constitutionnelle» réaffirme en préambule les grands principes des démocraties modernes: la Libye est un «Etat démocratique», fondé sur «le pluralisme politique». Si «la charia (ndlr:

la loi islamique) est la source principale de la loi», la Déclaration «garantit» les libertés publiques et individuelles, les droits humains fondamentaux, l’égalité des chances ou encore le respect de la vie privée des citoyens. Le drapeau de la future Libye sera celui de la rébellion, aux couleurs d’avant le coup d’Etat de 1969 du colonel Kadhafi, rayures horizontales rouge, noir, vert, frappé d’une étoile et d’un croissant de lune blancs.

Selon sa nouvelle feuille de route, le CNT s’engage à quitter le pouvoir dans un délai de huit mois au plus tard, après la formation d’un gouvernement intérimaire et l’élection d’une Assemblée nationale de transition. Celle-ci désignera un nouveau gouvernement, organisera

dans les six mois des élections générales, «transparentes et démocratiques», sous supervision de l’ONU. Elle mettra également en place un Comité chargé de rédiger une nouvelle Constitution, qui sera présentée par référendum aux Libyens dans un délai de trois mois.

Contact de «technocrates» de Tripoli avec les insurgés
Par ailleurs, des «technocrates» du régime de Kadhafi sont «entrés en contact avec les insurgés» pour «trouver des points de chute» à l’extérieur de la Libye, a indiqué hier Wahid Bourchan, représentant au CNT. «Dans l’état actuel des choses, le mot «négociations» n’a pas lieu d’être. Ce sont juste des demandes individuelles», a-t-il ajouté. **AFP**
Revue de Presse - Interventions médiatiques de Jacques Delors - 2011

Le Tribunal spécial pour le Liban rend public son acte d’accusation

> Assassinat de Hariri Les noms des quatre suspects du Hezbollah

Le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) a rendu mercredi publique la totalité de l’acte d’accusation contre les quatre membres du Hezbollah inculpés dans le cadre de l’enquête sur l’assassinat en 2005 de l’ex-premier ministre Rafic Hariri.

Dès après la décision du juge de la mise en état Daniel Fransen, le tribunal a publié l’acte d’accusation, long de 50 pages, sur son site internet. Les 20 000 pages reproduisent les éléments de preuve recueillis par le procureur dans le cadre de son enquête sur l’attentat à la camionnette piégée qui a provoqué la mort de Rafic Hariri et de 22 autres personnes (y compris l’auteur de l’attentat-suicide) et fait 231 blessés à Beyrouth le 14 février 2005 n’ont toutefois pas été jointes

au document. Réagissant à la décision, l’ex-premier ministre libanais Saad Hariri, fils de Rafic Hariri, a appelé le Hezbollah à livrer au TSL les quatre inculpés.

Renseignements personnels
L’acte d’accusation, déposé le 17 janvier et confirmé le 28 juin par le TSL, fournit des renseignements personnels sur les quatre hommes: Salim Ayyash, 47 ans, Moustafa Badreddine, 50 ans, Hussein Anaissi, 37 ans, et Assad Sabra, 34 ans. On peut y lire leurs dates et lieux de naissance, les noms de leurs parents, leurs derniers lieux de résidence connus, leurs numéros d’inscription au registre d’état civil, de passeport et même de sécurité sociale.

Selon l’acte d’accusation, qui of-

fre aussi un récit chronologique des préparatifs et de l’exécution de l’attentat, Moustafa Badreddine aurait «assuré la supervision générale» de celui-ci tandis que Salim Ayyash aurait «coordonné l’équipe d’exécution de l’assassinat chargée de la commission matérielle» de l’attentat, observant et suivant avec «d’autres personnes» la progression du convoi de Saad Hariri dans Beyrouth. Quant aux deux autres, ils auraient notamment préparé une cassette vidéo contenant une fausse revendication de l’attentat.

Les quatre inculpés du TSL sont toujours en liberté. Le Hezbollah a exclu l’arrestation de ses membres, qui font l’objet de mandats d’arrêt délivrés le 30 juin, ainsi que de notices rouges d’Interpol. **AFP**

BORSE EUROPEE				BORSE INTERNAZIONALI				EURIBOR			ORO E MONETE AUREE		
Paese/Indice	25-08	Var. %		Paese/Indice	25-08	Var. %		Scadenza	Tasso 360	Tasso 365	25 AGOSTO	MATTINO	SERA
Amsterdam (Aex)	278,49	-1,10		DJ Stocx Euro	218,93	-0,87		1 mese	1,3490	1,3677	Oro Milano (Euro/gr.)	-	-
Bruxelles-Bel 20	2181,30	-0,87		Hong Kong HS	19752,48	+1,47					Oro Londra (usd/oncia)	1.716,50	1.729,00
Francfort (Xet Dax)	5584,14	-1,71		Johannesburg	25910,92	-1,24					Argento Milano (Euro/kg.)	-	-
FTSE Eurotrack 100	1927,35	-1,29		New York (S&P 500)	11159,25	-1,56					Platino Milano (Euro/gr.)	-	-
Londra (FTSE 100)	5131,10	-1,44		New York (DJ Ind.)	11149,59	-1,51					Palladio Milano (Euro/gr.)	-	-
Madrid Ibex35	8299,10	-0,84		Nasdaq Comp.	2419,63	-1,95					25 AGOSTO		
Oslo Top 25	329,89	-1,42		Singapore ST	2765,74	+1,69					DENARO		
Parigi (Cac 40)	3119,00	-0,65		Sydney (All Ords)	4280,53	+1,06					Sterlina (v.c)	255,65	289,22
Vienna (Abx)	2148,52	+0,30		Tokio (Nikkei)	8772,36	+1,54					Sterlina (n.c)	260,81	291,80
Zurigo (SMI)	5298,18	-0,57									Sterlina (post.74)	260,81	291,80
											Kruggerand	1.146,69	1.229,17
											Marengo Italiano	212,01	232,41

L'intervista

DAL NOSTRO INVIATO
ANAIIS GINORI

PARIGI — «L'ideologia finanziaria continua a dominare, e a farci paura. Bisogna ritrovare un equilibrio tra la politica, l'economia e le esigenze sociali, come fu agli albori della costruzione europea». Nel-

l'ufficio del nono arrondissement, Jacques Delors sta studiando gli ultimi dettagli del suo imminente viaggio in Germania. «Vo-

glio spiegare agli amici tedeschi che avranno molto più da perdere che da guadagnare se continueranno a rifiutare le obbligazioni europee», racconta Delors, 86 anni, seduto nell'appartamento dell'associazione Toute l'Europe, tra cartelle e pile di libri. Padre dell'Europa e «vecchio social-democratico», ama definirsi. E' sotto la sua guida che la Commissione europea, tra il 1985 e il 1994, ha lanciato il mercato unico. «Purtroppo, ha prevalso l'aspetto monetario su quello economico contrariamente allo spirito del rapporto Delors del 1989, l'unione ha camminato azzoppata con le conseguenze che vediamo oggi». Sono giorni di frenetica attività per Delors, che rifiutò di candidarsi all'Eliseo e ora sostiene la figlia Martine Aubry, possibile sfidante di Nicolas Sarkozy tra qualche mese. «Dalla Francia — dice — può partire un risveglio della sinistra per tutto il continente». Chi lo conosce sa che non ama i riflettori.

«Ma ho deciso che era il momento di lanciare l'allarme: l'euro è sull'orlo del precipizio e tutti fanno finta di niente».

Panico e mancanza di fiducia, sono le due parole che si ripetono in questi giorni. Dove nasce la paura?

«Lo spirito dei tempi non è buono. Da una parte, ci sono i timori della globalizzazione che alimenta il populismo e il nazionalismo. D'altra parte, è cresciuto a dismisura l'individualismo, manca lo slancio verso un impegno collettivo e solidale. Infine, c'è un'insufficienza di leadership. Oggi non ci sono più in Europa quattro o cinque dirigenti politici capaci di avere una visione che superi il brevissimo periodo. I sondaggi d'opinione dettano legge. Ricordo invece che quando Helmut Kohl ha fatto entrare la Germania nell'euro aveva il 60% dei tedeschi contrari all'abbandono del Deutschmark. Anche Helmut Schmidt e Valéry Giscard d'Estaing, creando il sistema monetario europeo, sono riusciti a sormontare ostacoli difficili. C'è, insomma, un deficit di politica e dunque di coraggio».

Il potere di nuovi soggetti finanziari, come i mercati e le agenzie di rating, è una minaccia per le istituzioni democratiche?

«E' troppo facile fare discorsi contro il denaro. Preferisco avere un approccio pragmatico. I mercati finanziari vanno presi sul serio, senza dar credito a tutte le voci che li alimentano. Il problema è la mancanza di regolamentazione. E' come giocare una partita di calcio senza



MINISTRO FRANCESE

Jacques Delors è stato ministro delle Finanze dall'81 al 1984



PRESIDENTE DELLA UE

Per 10 anni, dall'85 al 94, è stato presidente della Commissione Ue



IL NO ALL'ELISEO

Nel '94 il Partito socialista vuole candidarlo all'Eliseo, ma rifiuta

“L'euro è sull'orlo del precipizio ma tutti fanno finta di niente”

Delors: con le obbligazioni Ue la Germania ci guadagnerà



Jacques Delors

arbitro, nella quale i giocatori fanno ciò che vogliono. Da quando è cominciata la crisi, il G20 non ha saputo imporre un minimo di regole. Ad esempio, obbligare le banche a separare i servizi alla clientela dalle attività sui mercati, sempre speculative. Per questo sono favorevole alla Tobin Tax. Non credo alla fuga di capitali all'estero o nei paradisi fiscali, che tra l'altro esiste già. E' un ri-

schio? Vale la pena di correrlo».

Come siamo arrivati a questo punto?

«I primi dieci anni dell'euro sono stati un formidabile successo. Abbiamo avuto una crescita economica del 2,1% annuale, l'inflazione è rimasta stabile, sono stati creati oltre 16 milioni di posti di lavoro. Ma c'era già, alla base, un difetto di costruzione nell'unione perché l'aspetto

monetario ha prevalso su quello economico. Ho sempre detto che l'euro non stimola ma protegge. Ci ha protetto anche dai nostri errori come si è visto negli ultimi anni».

Dalla Grecia in poi nessuno è riuscito a fermare la crisi dei debiti pubblici. Chi ha sbagliato?

«I tedeschi denunciano gli inganni dei precedenti governi della Grecia, le condizioni che hanno favori-

to l'eccessivo indebitamento in Spagna, la negligenza degli irlandesi sul sistema bancario. Ma io chiedo: dov'erano in questi anni i membri dell'Eurogruppo? Nessuno ha visto o voluto vedere. Esiste oggi una responsabilità collettiva dei membri dell'Eurogruppo per la situazione in cui siamo precipitati. E' quello che dico anche agli amici tedeschi».

Nicolas Sarkozy e Angela Merkel sono all'altezza della sfida?

«Hanno deluso molti, non soltanto me. Quando c'è un incendio bisogna chiamare i pompieri. Solo dopo si può pensare a degli architetti per costruire un nuovo sistema. La Banca centrale europea sta facendo un buon lavoro, ma non può essere sola. Il Fondo di Stabilità deve intervenire al più presto. Intanto, bisogna procedere verso la mutualità parziale e progressiva dei debiti dei paesi dell'euro, per esempio con l'emissione di eurobond fino al 60% dei Pil com'è previsto nei trattati.

DIREZIONE CONTROLLI E GOVERNO SSR

MODIFICA DOCUMENTI DI GARA E PROROGA TERMINI

Si rende noto che con decreto della Direzione Controlli e Governo SSR n. 56 del 19/08/2011 sono stati parzialmente modificati i documenti "Allegato 1 al Disciplinare di gara - Capitolato tecnico" e "Allegato 2 al Disciplinare di gara - Elementi per la formulazione dell'offerta" relativi alla gara a mezzo procedura aperta per la fornitura per un periodo di due anni di Aghi Speciali in fabbisogno alle Aziende Sanitarie della Regione Veneto. I predetti documenti sono disponibili sul sito www.regione.veneto.it/Bandi. Pertanto la scadenza per la presentazione delle offerte è stata prorogata alle **ore 12,00 del giorno 29/09/2011** (anziché del giorno 19/09/2011) e la seduta pubblica di ammissione delle imprese alla gara alle **ore 10,00 del giorno 05/10/2011** (anziché del giorno 23/09/2011). Rimangono inalterate tutte le altre clausole e prescrizioni di cui al bando integrale, già pubblicato nella G.U.R.I. e nella G.U.U.E. Ulteriori informazioni possono essere richieste via e-mail al Centro Regionale Acquisti per la Sanità al seguente indirizzo: centroregionaleacquisti.sanita@regione.veneto.it telefono 041/2793064-62, Fax 041/2793069.

Il Responsabile del Procedimento Dott. Francesco Dotta

BANQUE CHAABI DU MAROC

Avviso di bando di gara per la realizzazione di impianti TVCC e antintrusione nella nuova filiale bancaria a Brescia, Via Milano 14/D a Brescia.

Descrizione dell'appalto:
La Banca Chaabi du Maroc intende procedere alla selezione di un'impresa per la realizzazione e successivo servizio di manutenzione per i lavori seguenti:

- impianti TVCC, controllo degli accessi e antintrusione (con collegamento con centrale d'allarme)
- sistema di videosorveglianza (archiviazione dati)
- fornitura e messa in servizio di casseforti e casseforti temporizzate

Visione progetto e informazioni
Banca Chaabi du Maroc - viale Nazario Sauro 14 - 20124 Milano (MI)
Tel +39 02 680025 - g.papirio@banquechaabi.it

Termine per il ricevimento delle domande di partecipazione:
venerdì 12 settembre 2011, entro le ore 12.

REGIONE AUTONOMA VALLE D'AOSTA

Assessorato Agricoltura e risorse naturali
Dipartimento risorse naturali e corpo forestale
Esito di gara a procedura aperta

Servizio di progettazione, direzione lavori e coordinamento della sicurezza per la realizzazione degli interventi sulla rete senteristica del progetto "Giroparchi" nell'ambito del PAR FAS Valle d'Aosta 2007/2013, diviso in quattro interventi. CUP: B64F09000010003 - CIG: 06415316B, 0642209F9D, 0642245D53, 0642287000.

Aggiudicatario lotto 1: R.T. Duilio Gal di Saint-Christophe; Aggiudicatario lotto 2: R.T. Jenny Hugonin di Saint-Vincent; Aggiudicatario lotto 3: R.T. SEAcop di Torino; Aggiudicatario lotto 4: R.T. Maurilio Gobetto di Aosta. Gli atti di gara sono pubblicati sul sito internet della Regione nella sezione bandi di gara.

Il Coordinatore
Dott. Cristoforo Cugnò

ANAS S.p.A.

Compartimento della viabilità per il Veneto

ESITO DI GARA PER PROCEDURA APERTA

Sul foglio inserzioni della G.U.R.I. n. 100 del giorno 26/08/2011 è pubblicato l'esito della seguente gara appaltata da questo Compartimento ANAS.

Procedura Aperta n° 68/2009
COD. SIL: VEMS09H050/1 - COD. CUP: F57H09000600001 - COD CIG: 0408424225.

S.S. 50 "del Grappa e Passo Rolle"

Lavori di eliminazione della strettoia del ponte sul torrente Cordevole in località Bribano (comune di Sedico - BL), dal Km 20+465 al Km 20+795

Importo complessivo dell'appalto: 2.521.310,94

L'esito di cui sopra è visibile presso l'Albo del Compartimento e pubblicato sul Sito Internet ANAS S.p.A.: www.stradeanas.it - Sito Regionale: www.rveneto.bandi.it - Sito informatico del Ministero delle Infrastrutture: www.servizioccontrattipubblici.it.

IL DIRIGENTE AMMINISTRATIVO
(avv. Ermanno LIUZZO)

VIA MILLOSEVICH, 49 - 30173 VENEZIA
Tel. 041/2911411 - Fax 041/5317321 - sito internet www.stradeanas.it

SERVIZIO SANITARIO REGIONE TOSCANA

Ente per i Servizi Tecnico-Amministrativi di Area Vasta
(ACU Careggi - ACU Meyer - Ausl 11 Empoli - Ausl 10 Firenze - Ausl 4 Prato - Ausl 9 Pistoia)

BANDO DI GARA PER ESTRATTO

ESTAV Centro, con sede legale in Viale Michelangelo, 41 - 50125 Firenze, in esecuzione della deliberazione n° 241 del 11/08/2011 indice una procedura per la conclusione di un Accordo Quadro con un unico operatore, per l'affidamento del "SERVIZIO DI GESTIONE DELL'ATTIVITÀ DI ASSISTENZA INFERMERISTICA DI PRELIEVI DOMICILIARI" nell'area fiorentina, da aggiudicarsi all'offerta economicamente più vantaggiosa, per un importo complessivo stimato in 3.000.000,00 onnicomprensivi per la durata di quattro anni (CIG 313692613A). Le offerte redatte con le modalità previste dal Bando di Gara, inviato alla G.U.U.E. il 12/08/2011, dovranno pervenire entro il termine perentorio del **giorno 29/09/2011 ore 12,00** al seguente indirizzo: ESTAV CENTRO - S.S. Generi alimentari, progetti speciali ed altri servizi - Via di San Salvi, 12, Palazzina 13, 50135 - Firenze.

Gli atti di gara sono a disposizione dei partecipanti sul sito internet: <https://start.e.toscana.it/estav-centro/>. Per ulteriori informazioni rivolgersi a: Responsabile del Procedimento, Dott. Marcello Faviere fax 0556933253 e-mail: marcello.faviere@estav-centro.toscana.it.

Il Direttore Generale Dott.ssa Monica Piovi

COMUNE DI BARI

Ripartizione Contratti e Appalti

PROCEDURA APERTA S11006: Rettifica cig e proroga termini

Appalto "SERVIZIO DI GESTIONE E MANUTENZIONE CORRETTIVA, ADEGUATIVA ED EVOLUTIVA DELLA PIATTAFORMA DI E-GOVERNMENT DEL COMUNE DI BARI": numero CIG corretto 2540528E03. Scadenza: ore 12,00 del 12.09.2011.

IL DIRIGENTE
Dott. Francesco Magnisi

Capannori Servizi S.r.l. - a Socio Unico

Estratto di Gara con Procedura Aperta

E' indetta n. 1 procedura aperta per affidamento del servizio di pulizia della Piscina Comunale di Capannori. Importo a base di gara € 110.000,00 oltre I.V.A. di cui € 2.850,00 per oneri sicurezza. Aggiudicazione con il criterio offerta economicamente più vantaggiosa. Termine per la presentazione delle offerte **12/09/2011 - Apertura** plichi: Il giorno e l'ora saranno resi noti sul sito www.comune.capannori.lu.it pagina bandi-gare-appalti e sulla Pagina della Capannori Servizi-sezione Piscina. Copia del bando integrale e del Capitolato reperibili sul sito internet: www.comune.capannori.lu.it. Info: dott.ssa Beatrice Mancini - e-mail: capannoriservizi@comune.capannori.lu.it (Tel. 0583.407911).

Il Direttore Generale
Dott.ssa Giuseppina Cruso

Jacques Delors : «Ma fille est la meilleure»

Publié le 25.08.2011, 14h12 | Mise à jour : 14h41



Martine Aubry, candidate à la primaire socialiste, a reçu ce jeudi le soutien appuyé de son père, Jacques Delors.

Martine Aubry a reçu un soutien de taille ce jeudi. Celui de l'ancien président de la Commission européenne, qui n'est autre que... son père. Et celui-ci n'a pas caché sa préférence. «Je lui ai dit que si je peux donner un coup de main je viens, parce que je considère que ma fille est la meilleure et qu'il faut la soutenir», a-t-il déclaré sur I-télé.

«Une générosité personnelle au-delà de tout ce que l'on peut imaginer» (Delors)

Interrogé sur ses qualités, il s'est expliqué : «C'est la meilleure parce qu'elle a l'expérience gouvernementale, elle a une très grande maîtrise des dossiers, une générosité personnelle au-delà de tout ce qu'on peut imaginer, et par conséquent elle est la meilleure pour affronter Sarkozy.»

«Le fait de savoir que mon père m'accompagne dans ce moment est très important» (Aubry)

Mardi, alors qu'elle rencontrait les lecteurs du *Parisien-Aujourd'hui-en-France*, Martine Aubry avait elle-même fait référence à ce père très «précieux» pour elle. Aux questions «Vivez-vous dans l'ombre de votre père? Vous aide-t-il et vous conseille-t-il?», la candidate à la primaire socialiste avait répondu : «J'ai toujours dit que j'avais une immense chance d'avoir le père et la mère que j'ai. Mon père m'a apporté la rigueur intellectuelle, la réflexion et ça, depuis mon enfance, parfois un peu durement, tant son exigence est grande.»

«Le fait de savoir que mon père m'accompagne dans ce moment est très important [...] mais je n'en joue pas, avait-elle conclu. Je ne pose pas en photo avec mes parents, je ne veux pas les utiliser. Ils sont trop précieux pour moi.»

Aubry se dit "la plus à même de gagner en 2012"

LEMONDE.FR avec AFP | 25.08.11 | 11h08 • Mis à jour le 25.08.11 |



François Hollande, Martine Aubry et Ségolène Royal, le 28 mai à Paris.AFP/BERTRAND GUAY

Dans un entretien au *Parisien*, jeudi 25 août, Martine Aubry, candidate à la primaire PS, se positionne à la veille de l'université d'été de La Rochelle et explique qu'elle se sent *"la plus à même de gagner en 2012."*

Interrogée par les lecteurs du quotidien, la socialiste explique : *"A un moment donné je me suis dit que j'étais la plus à même de gagner en 2012. Je suis déterminée à l'emporter. Mes points forts : avoir une vision pour la France et pour l'Europe. Deuxièmement, mon expérience (...) Dans un monde complexe, il faut avoir l'expérience et la compréhension de milieux différents. Dernier point : j'aime le débat et le rassemblement"*.

AUBRY VEUT SE DIFFÉRENCIER DE HOLLANDE

En retard dans les sondages, embarrassée par le dénouement de l'affaire Strauss-Kahn, M^{me} Aubry tacle à mots couverts son principal rival, François Hollande. Le ton était déjà monté ces derniers jours entre les deux candidats. Répondant à un lecteur du *Parisien*, elle explique : *"Ce qui nous différencie, c'est plus le tempérament. Nous n'avons pas les mêmes parcours. Mais c'est vrai que François Hollande et moi sommes des gens sérieux. J'aimerais penser qu'il faut avoir autant d'ambition que de sérieux. S'il n'y a pas d'ambition, il n'y a pas de changement"*.

Invitée ce matin sur RTL, la socialiste se faisait encore plus directe : *"Je sens un soutien des Français qui me font confiance"*, a-t-elle dit au sujet de la campagne de la primaire socialiste. *"François Hollande est parti trois mois avant moi. Moi, je suis fière d'avoir travaillé pendant ces trois mois. J'étais à la tête du Parti socialiste"*.

BAISSER LE SALAIRE DU PRÉSIDENT

Autre cible de ces critiques, Nicolas Sarkozy. *"Je pense aussi qu'aussitôt arrivée, je reverrai à la baisse le salaire du président et des ministres"*, a déclaré M^{me} Aubry interrogée dans le *Parisien* sur les premières mesures qu'elle prendrait, une fois élue.

"172 % d'augmentation de salaire, comme l'a fait le président en pleine crise, ce n'est pas bien", a-t-elle ajouté au sujet de l'augmentation du salaire de Nicolas Sarkozy à plus de 19 000 euros votée fin 2007 dans le budget 2008. *"Il faut montrer aux gens qu'on s'applique d'abord à soi-même ce qu'on va faire"*. Réagissant sur RTL aux annonces gouvernementales sur le plan d'austérité, la socialiste déplore : *"On réduit les déficits, mais on accroît les risques d'une récession"*. *"On peut faire de la relance à condition de la financer"*.

DELORS : "MA FILLE EST LA MEILLEURE"

Au surlendemain de l'arrêt de la procédure pénale engagée aux Etats-Unis contre Dominique Strauss-Kahn, et alors que 53 % des Français se déclarent contre un retour de DSK en politique, Martine Aubry explique : *"Il faut se rendre compte du lynchage qu'ils ont subi et du cauchemar. Il faut d'abord leur laisser le temps de respirer et de revivre"*. (...) *"L'attachement de Dominique à la France est tel qu'il reviendra sous une forme ou sous une autre pour donner son avis, ses conseils ou pour agir."* A la question de savoir si DSK peut revenir pour les primaires, Martine Aubry répond sans ambiguïté : *"Je pense que la question ne se pose pas."*

Dans le même temps, Martine Aubry a reçu un message de soutien de son père Jacques Delors. L'ancien président de la Commission européenne *"considère que [sa] fille est la meilleure et qu'il faut la soutenir"*. Prié de dire quelles étaient ses qualités, il a répondu : *"Parce qu'elle a l'expérience gouvernementale, (...) une très grande maîtrise des dossiers, une générosité personnelle au-delà de tout ce que l'on peut imaginer et, par conséquent, elle est la meilleure pour affronter Sarkozy"*.